



Labyrinthe

18 | 2004 (2)

La Recherche dans tous ses éclats

À propos de l'historiographie française de la première guerre mondiale

Élise Julien



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/217>

DOI : 10.4000/labyrinthe.217

ISSN : 1950-6031

Éditeur

Hermann

Édition imprimée

Date de publication : 15 juillet 2004

Pagination : 53-68

Référence électronique

Élise Julien, « À propos de l'historiographie française de la première guerre mondiale », *Labyrinthe* [En ligne], 18 | 2004 (2), mis en ligne le 24 juin 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/217> ; DOI : 10.4000/labyrinthe.217

Propriété intellectuelle

À PROPOS DE L'HISTORIOGRAPHIE FRANÇAISE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Élise JULIEN
elise-julien@infonie.fr

À l'issue de son évolution telle que l'ont retracée Antoine Prost et Jay Winter à travers les configurations qu'ils ont repérées, l'histoire de la Première Guerre mondiale connaît aujourd'hui une phase de développement marquée par l'approche culturelle, qui concentre l'analyse sur les gens dans la guerre. Si cette approche culturelle demeure un « front pionnier » qui n'embrasse pas tous les champs de l'histoire du conflit, elle alimente néanmoins le regain d'intérêt qui lui est porté depuis quelques années. Ce regain se traduit notamment par un réveil de la production littéraire, cinématographique et documentaire dans ce domaine, et par des débats particulièrement animés sur le plan scientifique.

Ces débats ont vu le jour dans le cadre d'un renouvellement historiographique sur lequel il n'est pas inutile de revenir plus en détail. C'est l'objet de cet exposé, qui, à partir de quelques ouvrages ayant récemment marqué l'historiographie de la Première Guerre mondiale, essaie de faire le point sur les questions concernant la guerre telle qu'elle fut et sur les pratiques de sa mémoire. Le croisement de ces deux axes permet d'évoquer les sujets actuellement en débat : la question du consentement à l'effort de guerre et ses interprétations, le problème de l'utilisation des témoignages en histoire, la nature de l'intérêt actuel porté à la Première Guerre mondiale et ses implications pour la recherche historique¹.

1. Il ne s'agit ici que de présenter une synthèse, simplificatrice par nécessité. Pour la clarté de ce texte, on a fait le choix de n'aborder que certains thèmes. Le lecteur se reportera avec profit aux ouvrages et articles cités en référence.

Apparition de la notion de culture de guerre

Le renouvellement historiographique que connaît en France la Première Guerre mondiale tient notamment à la manière dont y a été reçu un ouvrage de l'historien anglo-saxon George Mosse : *Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the World War*². En écho à cette étude sur la brutalisation (au sens de rendre brutal) par la guerre aussi bien des civils que des soldats, les historiens européens associés à l'Historial de la Grande Guerre³ ont cherché dans leurs travaux comment donner un champ d'application aux intuitions de George Mosse. L'Historial a toujours privilégié l'analyse des sociétés européennes face à la guerre à l'histoire des conséquences du conflit sur les champs politiques, et les recherches effectuées en son sein ont essayé d'intégrer l'histoire des civils à celle des soldats. L'intérêt de cette démarche est qu'elle surmonte la division antérieure peu satisfaisante entre l'histoire du front et celle de l'arrière : les liens qui unissent les hommes en uniforme et ceux dont ils défendent l'existence sont essentiels à la compréhension du conflit. Le musée de l'Historial donne ainsi à l'histoire des civils autant de place qu'à celle des combattants : il fait le récit historique d'une communauté de culture entre l'arrière et le front. Élément clé de l'analyse, l'homme moyen, dans son rapport à la guerre, offre l'occasion d'une approche renouvelée du conflit sous l'angle de la *culture de guerre*. C'est ainsi que les travaux de Mosse, via l'Historial de Péronne, ont en France largement renouvelé l'historiographie de la Grande Guerre.

Dans ces conditions, on a vu depuis les années 1990 se multiplier des études nouvelles portant sur le front intérieur. À côté de l'exploration des éléments de la culture matérielle et des conditions de vie dans ces temps difficiles, des travaux plus nombreux mettent l'accent sur le consensus plus que sur le conflit social. Ils partent du constat que les populations ont largement consenti à la guerre dès son commencement

2. Oxford University Press, 1990. Traduit en français sous le titre : *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Hachette, 1999.

3. L'Historial de la Grande Guerre, implanté à Péronne sur le lieu même où l'armée allemande avait installé son état-major pendant la bataille de la Somme, comprend un Centre de recherche ouvert en 1989 autour d'une équipe internationale d'historiens (Jean-Jacques Becker en est le président, Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, les co-directeurs, Jay Winter, Gerd Krumeich, Christophe Prochasson, Annie Deperchin et John Horne, les membres du bureau) ainsi qu'un musée inauguré en 1992.

et que, à quelques rares exceptions près, elles sont demeurées mobilisées jusqu'à la fin du conflit. Ces travaux posent de plus en plus fréquemment la question de savoir comment ce consensus s'est formé et comment il s'est ensuite maintenu. L'étude des comportements et des pratiques met en évidence les diverses facettes d'un investissement social et culturel massif des populations face à l'effort de guerre. C'est l'origine de beaucoup de recherches sur la culture de guerre : il fallait une telle culture pour tremper la résistance et faire accepter la diabolisation de l'ennemi.

En 2000, l'ouvrage de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18, retrouver la guerre*⁴, synthétise les nombreuses avancées réalisées dans ce domaine, tout en présentant les perspectives tracées par le Centre de recherche de l'Historial. La culture de guerre y est définie comme « un corpus de représentations du conflit cristallisé en un véritable système donnant à la guerre sa signification profonde ». Les auteurs ajoutent aussitôt : « Une "culture", disons-le nettement, indissociable d'une spectaculaire prégnance de la haine à l'égard de l'adversaire. Une haine certes différenciée selon les ennemis auxquels on fait face, mais qui n'envahit pas moins tout le champ des représentations⁵. »

« Culture de guerre » est ainsi une expression qui renvoie à l'outil mental mis en œuvre par les hommes et les femmes pour comprendre le monde en guerre dans lequel ils vivent et lui donner du sens. Avec la multiplication des travaux cherchant à la cerner, la préciser et l'appliquer, cette notion est devenue une combinaison d'éléments divers, les uns matériels, les autres discursifs, par lesquels les groupes et les gens ont donné un sens à la guerre et adapté leur vie et leur langage aux situations qu'elle a créées.

L'emploi de cette expression marque l'idée de rupture avec la culture de l'avant-guerre et pose la question de son devenir après 1918 : la culture de guerre ne procède pas d'une mobilisation croissante des opinions des pays belligérants ; elle semble au contraire s'être cristallisée d'emblée. Cela implique la préexistence de cette culture de guerre au conflit dont elle structure la représentation. Il s'agit là, du point de vue historiographique, d'un renversement fondamental de perspective :

4. Gallimard, 2000.

5. Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, *14-18, retrouver la guerre*, p. 122.

ce ne serait pas la guerre qui nourrirait la culture de guerre, mais la culture de guerre qui déterminerait le déroulement de la guerre⁶. Dans cette hypothèse, la violence du conflit marqué par son caractère total aurait sa source dans les représentations, les pratiques et les mentalités. La violence ne résulterait pas d'un conditionnement, mais bien d'un vaste mouvement de haine envers l'ennemi, venu d'en bas. Ce mouvement rendrait inutile l'usage de la censure et permettrait un consentement pouvant aller jusqu'à la ferveur. Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker envisagent en effet la culture de guerre comme une eschatologie : c'est l'attente d'un monde meilleur et d'une nouvelle étape de civilisation débarrassée de la guerre, quand aura vaincu le modèle de société supérieur que chaque camp est censé incarner. Les enjeux du conflit sont posés en termes de vie et de mort, qu'il s'agisse de l'individu, de la famille, de la patrie, de la nation, de la civilisation.

Pour eux, cette culture traduit un univers spécifique dont la cohérence et la densité ont de quoi surprendre l'historien contemporain. Cette surprise tient à la spécificité de la mémoire qui a pris en charge sa représentation : la mémoire de ce qui devait être la « der des ders » s'est transmise par le refoulement du consentement massif des populations à l'effort de guerre. Les Anciens Combattants ont après 1919 aseptisé leur guerre pour pouvoir l'exorciser, et la violence extrême du conflit a en partie été masquée par le pacifisme de l'entre-deux-guerres. Face à cette relecture, il appartient à l'historien de retrouver cette culture de guerre, essentielle pour comprendre l'engagement de millions d'hommes pendant tant d'années.

Peu ou prou, les approches du conflit tentées pour la période récente par d'autres historiens se définissent par rapport à ces hypothèses de recherche qui sont autant de prises de position dans le champ scientifique. Ces approches soit adoptent la notion de culture de guerre comme socle commun, soit s'efforcent de la remettre en cause. Les critiques ne s'exercent pas tellement à propos du monde civil, pour lequel la notion de culture de guerre semble relativement bien acceptée. Elles se font davantage entendre dans la recherche plus spécifique sur les combattants et leur vie au front.

6. Stéphane Audoin-Rouzeau, « Historiographie et histoire culturelle du premier conflit mondial », dans Jules Maurin, Jean-Charles Jauffret (dir.), *La Grande Guerre 1914-1918. 80 ans d'historiographie et de représentations*, Montpellier, université de Montpellier III, 2002, p. 324.

Comment les combattants ont-ils tenu ?

D'où qu'elle vienne et qu'elle soit menée ou non en relation constante avec une histoire des civils, l'histoire actuelle des combattants présente certaines caractéristiques importantes. C'est en effet une histoire qui s'occupe avant tout des hommes.

Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker entendent partir des hommes et tenter une « histoire d'en bas⁷ ». Elle les conduit, avec d'autres chercheurs, à étudier l'expérience de la violence, le rapport au corps, blessé, mutilé, souffrant, les troubles mentaux nés de l'expérience du combat, la relation intime à la mort, reçue et donnée, au deuil, dans une perspective anthropologique. C'est par la même perspective anthropologique que Frédéric Rousseau ouvre son livre *La Guerre censurée* : « Ce livre a pour point de départ un postulat simple et, disons-le, une conviction : [...] l'homme demeure au cœur de tout dispositif militaire [...]⁸. » Puis l'auteur met tout au long de son ouvrage l'accent sur la vie concrète au front en étudiant le sentiment d'appartenance et l'esprit de corps qui unit l'escouade, la peur face à la mort, les refuges de la folie ou de l'alcool, les formes et la place d'une sexualité de guerre. L'idée d'une histoire à hauteur d'homme est reprise, quoiqu'un peu différemment, dans un ouvrage volontairement plus polémique de Rémy Cazals et Frédéric Rousseau : « Voilà des témoignages pour une histoire d'en bas, la vraie, celle qu'on ne peut écrire en s'appuyant exclusivement sur l'apport de ceux d'en haut⁹. » La perspective est ici davantage sociologique : la « vraie » histoire d'en bas est pour ces auteurs une histoire des hommes du peuple, qui subissent la guerre et s'opposent parfois aux officiers et aux décideurs politiques qui leur sont socialement supérieurs.

Au-delà de ces variations, la perspective est clairement culturelle. Pour cette histoire qui s'attache à rester proche des hommes, le constat est unanime de la souffrance des combattants, de sa durée et de son intensité. La question se pose alors de savoir comment ces combattants

7. *Op. cit.*, p. 24-25. L'expression « histoire d'en bas » est entre guillemets dans le texte.

8. *La Guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18*, Seuil, 1999, réédition 2003, p. 25. L'auteur offre une vision naturaliste de la guerre telle qu'elle a été vécue. Par les thèmes qu'il aborde, il offre un regard stimulant, à l'opposé des stéréotypes héroïques. Du point de vue méthodologique, le lecteur reste, en revanche, sur sa faim : rien n'est dit sur le choix des témoignages mis en avant, qui constituent pourtant ici une source essentielle, ni sur leur utilisation par l'historien.

9. *14-18, le cri d'une génération*, Privat, 2001, p. 140.

ont réussi à « tenir », à supporter des conditions souvent terribles pendant plusieurs années. « Pourquoi les hommes tiennent-ils dans des conditions si effroyables pendant tout ce temps ? Comment expliquer ce formidable “consentement” des Européens¹⁰ ? » Ici, les réponses divergent et deux thèses s'affrontent ouvertement. Tout l'enjeu a trait au consentement (mis ou non entre guillemets) à la guerre et du même coup au sens à donner au conflit.

La guerre consentie

Pour les historiens français proches de l'Historial de la Grande Guerre, les soldats ont, comme le reste de la population, largement accepté l'effort de guerre, dans un consentement qui participe de la culture de guerre décrite plus haut. Un tel consentement ne fait pour eux aucun doute : « Le drame caché de la Grande Guerre ne tient pas dans les contraintes – bien réelles au demeurant – infligées aux sociétés belligérantes, au front comme à l'arrière : il a trait bien davantage à ce qu'il faut appeler leur consentement¹¹. » S'il y a là un constat essentiel, il mérite d'être interrogé : « Tout le problème a trait à ce grand consentement [...]. Le décalage est considérable entre le sens dont les hommes et les femmes du début du siècle ont investi la guerre et son absence de signification qui nous frappe aujourd'hui jusqu'à l'absurde¹². »

Pour ces historiens, la prégnance de ce consentement chez les combattants s'explique par quelques aspects principaux. Il s'agit d'abord de la solidarité au sein des groupes de combattants et l'identification des soldats aux copains de l'escouade. Ce thème est présent dans de nombreux témoignages du front¹³. Vient ensuite l'investissement des Européens dans leurs nations respectives (que révèle par exemple le phénomène du volontariat) et qui se maintient même après le passage d'une guerre imaginée à la guerre réelle. Ainsi, l'échec des mutineries, notamment en France, serait un signe de l'attachement à la

10. Frédéric Rousseau, *op. cit.*, p. 28.

11. Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *La Grande Guerre 1914-1918*, Gallimard, 1998, p. 66-67.

12. Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18, retrouver la guerre*, *op. cit.*, p. 110.

13. Par exemple : Henri Barbusse, *Le Feu. Journal d'une escouade* ; Charles Delvert, *Histoire d'une compagnie* ; Roland Dorgèlès, *Les Croix de bois*.

nation et de la force du patriotisme. Celles-ci ont lieu tard, ne touchent que quarante mille soldats sur une armée de deux millions d'hommes et se défont avant même que la répression ne se mette en place. Les soldats ont trouvé la force de tenir dans un patriotisme inséparable d'une hostilité à l'égard de l'adversaire. Cette hostilité peut aller jusqu'à la haine et rejoint des phénomènes observés à l'arrière, dans une culture de guerre commune. À cet égard, les collections d'objets patriotiques recueillis par le musée de l'Historial de Péronne témoignent, par leur nombre et selon les lois de l'offre et de la demande, d'une large diffusion horizontale, voire d'une grande poussée venue d'en bas, plus que d'une propagande imposée d'en haut.

La guerre imposée

Pour les historiens «sudistes¹⁴», en revanche, le «consentement» des combattants ne s'envisage qu'entre guillemets. Frédéric Rousseau pose clairement le débat par rapport à la thèse qui vient d'être évoquée. En 1999, il s'agit encore pour lui de la vérifier¹⁵. En 2003, il s'agit d'opposer «une thèse alternative» à «la thèse dominante»¹⁶.

Pour ces historiens, il faut voir avant tout dans la guerre une violence imposée. Si les soldats ont tenu aussi longtemps, c'est parce que, pris dans un réseau de contraintes, ils n'ont pas eu le choix. En premier lieu, la justice militaire était implacable et l'arsenal répressif, impitoyable. Si les armées ont été prises au dépourvu par la durée et les aspects de la guerre, cela n'a pas été le cas pour le maintien de la

14. La dénomination d'historiens «sudistes», couramment utilisée pour les distinguer des historiens «de Péronne» où se trouve l'Historial de la Grande Guerre, ne reflète qu'imparfaitement la situation historiographique et n'a évidemment aucun caractère définitif. Au premier rang de ces historiens, Rémy Cazals est professeur à l'université de Toulouse-le-Mirail, et Frédéric Rousseau est maître de conférences à l'université Montpellier III-Paul-Valéry. L'ancrage «sudiste» de Rémy Cazals se traduit par une collaboration suivie avec la Fédération audoise des œuvres laïques (notamment dans l'organisation de colloques à Carcassonne) et avec les éditions Privat dont il dirige la collection «Regards sur l'histoire». Frédéric Rousseau est rattaché au laboratoire «États-Sociétés-Ideologies-Défense» du CNRS, basé à Montpellier. Il est à noter que parmi les historiens «de Péronne», Jean-Jacques Becker est professeur émérite à l'université Paris X, Annette Becker, après avoir enseigné à Lille, est professeure à l'université Paris X, Stéphane Audoin-Rouzeau, après avoir enseigné à Amiens, est directeur d'études à l'EHESS, Christophe Prochasson est directeur d'études à l'EHESS, Annie Deperchin est chargée de recherche au Centre d'histoire juridique rattaché à l'université Lille II.

15. Frédéric Rousseau, *op. cit.*, voir l'Introduction, p. 28.

16. *Ibidem*, voir la Préface à la nouvelle édition, p. 7-23.

discipline. Cette discipline était en outre renforcée par une culture de l'obéissance inculquée à l'école et au travail : l'obéissance à l'instituteur, au curé, au contremaître se transforme en obéissance à l'officier. À cela vient s'ajouter la pression de l'arrière, essentielle quand on connaît l'importance du lien des soldats avec leur famille par le moyen du courrier et, dans une moindre mesure, des permissions. Cette pression est accentuée par la répartition sexuelle bien intériorisée des rôles en temps de guerre : les hommes doivent se battre pour défendre leurs épouses. Quant à la culture de guerre, elle est surtout une culture de paix. Pour Rémy Cazals et Frédéric Rousseau, Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker subvertissent la réalité historique et ne s'appuient pas sur les bonnes sources, c'est-à-dire les témoignages qui ne manifestent pas de haine de l'ennemi¹⁷.

Face au réseau des contraintes, il faut parler d'obéissance et de soumission plus que de consentement. En outre, l'histoire de la guerre nécessite une approche politique et sociale autant que culturelle. Plus que sur l'acceptation de la guerre par les soldats, le débat devrait porter sur l'État qui surveille la population jusque dans sa vie privée, qui embrigade toute la société y compris les enfants, qui abreuve les citoyens de propagande, qui installe une justice d'exception. Si la guerre a brutalisé la société, il faudrait surtout étudier comment elle a brutalisé l'État.

Peut-on apaiser le débat ?

Si le débat est légitime, on ne peut que regretter la violence des échanges, qui font ironiser les commentateurs sur la brutalisation qui aurait contaminé les historiens français de la Première Guerre mondiale.

Les positions de départ pourraient pourtant ne pas paraître si éloignées. L'apport scientifique de l'Historial est unanimement reconnu. Frédéric Rousseau admet ainsi : « Grande est également notre dette à l'égard des différents membres de l'équipe internationale qui a fondé et anime depuis plusieurs années l'Historial de la Grande Guerre de Péronne. L'histoire de la Première Guerre mondiale, à travers l'étude de la culture de guerre, a connu récemment une nouvelle dynamique qui non seulement a permis de renouveler les problématiques et les

17. Rémy Cazals et Frédéric Rousseau, *op. cit.*, p. 148.

L'historiographie française de la Première Guerre mondiale

angles de vue, mais a aussi produit un grand nombre de travaux importants sur lesquels nous avons pu nous appuyer¹⁸. » Rémy Cazals se veut pour sa part conciliant avec certains chercheurs de l'Historial : « Je tiens à préciser que mon désaccord concerne exclusivement les affirmations excessives de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, et non l'institution Historial de la Grande Guerre de Péronne, dont les moyens importants permettent d'organiser les rassemblements périodiques de grands historiens de plusieurs pays¹⁹. »

Quant à Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, sans insister sur les contraintes qui enserrant les combattants, ils ne les ont jamais niées : « Certes, la plupart ont d'abord subi, obéi à la contrainte, "tenu", faute de pouvoir faire autrement : mais seule une très étroite minorité a pu s'affranchir totalement du système de représentations du plus grand nombre²⁰. »

Au-delà de ces prudentes entrées en matière, les positions deviennent rapidement tranchées. Frédéric Rousseau demande ainsi au terme de plus de trois cents pages : « Qu'est-ce qu'un soldat, sinon un homme opprimé, brimé, déshumanisé, terrorisé et menacé de mort par sa propre armée²¹ ? »

En face, la thèse du consentement s'est progressivement radicalisée. La question du consentement des soldats était déjà au cœur de la thèse de Stéphane Audoin-Rouzeau sur les journaux des tranchées. Il y analysait longuement le rapport des combattants à l'arrière, arrière fascinant mais en même temps détesté : c'est le lieu des amours, des projets, mais c'est aussi le domaine de la vie facile, de l'absence de risque et des questions stupides. Les soldats attendent surtout une reconnaissance, mais comment dire un merci à hauteur des sacrifices consentis ? Il en résulte une incompréhension durable, qui aurait pu menacer la cohésion nationale si elle n'avait été surmontée par un profond sentiment national. L'analyse de ce sentiment national, dans le dernier chapitre, est menée avec beaucoup de nuances. Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker reprennent cette thèse dans une version plus radicale, qui fait de la culture de guerre l'explication du

18. Frédéric Rousseau, *op. cit.*, Introduction, p. 27.

19. « 1914-1918 : chercher encore », dans *Le Mouvement social*, n° 199, avril-juin 2002, p. 107-108.

20. « Violence et consentement : la "culture de guerre" du premier conflit mondial », dans *Pour une histoire culturelle*, de Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, Paris, 1997, p. 268.

21. Frédéric Rousseau, *op. cit.*, Conclusion, p. 338.

consentement des soldats à la guerre. Étroitement liée à la violence qui l'explique et qu'elle exprime, dans une sorte de causalité circulaire, cette culture de guerre aurait unifié l'ensemble de la nation, front et arrière solidaires, pendant toute la durée du conflit, et ainsi assuré la victoire, ce qui lui donne une place centrale et éminente dans l'interprétation de la guerre. L'usage de cette notion même au singulier n'empêche pas moins des variations géographiques et chronologiques dans la mobilisation culturelle des populations. Pour ce qui est de la « culture de guerre à la française²² » par exemple, elle se cristallise spontanément dès 1914, puis une forme de démobilisation, ou d'épuisement du consensus, affecte le pays en 1916, suivie par les grèves et mutineries de 1917, avant les remobilisations culturelles de 1918²³.

Cette thèse a aussi été caricaturée pour les besoins de la cause. Frédéric Rousseau dans la préface récemment apportée à *La Guerre censurée*, ironise sur la « thèse magique » du consentement²⁴. Surtout, dans la dernière partie, ouvertement polémique, de *14-18, le cri d'une génération*, Rémy Cazals et Frédéric Rousseau s'en prennent à ce qui est devenu sous leur plume « leurs théories [celles de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker] sur la culture de la haine, le thème de la croisade exterminatrice, l'explication exclusive de la ténacité des combattants par le consentement patriotique exalté²⁵ ». Le ton employé et les déformations pratiquées n'augurent pas un débat scientifique serein.

Dans le même temps, la thèse d'un réseau de contraintes pesant sur les poilus, qui est celle de Frédéric Rousseau dans *La Guerre censurée*, est reformulée sous l'angle du « faisceau de facteurs », concession que certains contradicteurs peuvent juger opportuniste. Cette reformulation intègre désormais le patriotisme, quoique dans un rôle mineur par rapport aux éléments de contrainte²⁶.

Entre ce qu'Antoine Prost a appelé « l'école de la contrainte » et « l'école du consentement »²⁷, la controverse s'est donc installée à la fin des années 1990, et elle tient dans le débat français des années 2000

22. Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18, retrouver la guerre*, *op. cit.*, p. 184.

23. *Ibidem*, p. 125-129.

24. Frédéric Rousseau, *op. cit.*, Préface, p. 10.

25. Rémy Cazals et Frédéric Rousseau, *op. cit.*, p. 153-154.

26. Frédéric Rousseau, *op. cit.*, p. 18-22.

27. « La guerre de 1914 n'est pas perdue », dans *Le Mouvement social*, n° 199, avril juin 2002, p. 98.

Voir pour la suite l'ensemble de l'article, p. 95-102.

une place envahissante. Les antagonismes sont réels, mais le débat conduit sans doute ses protagonistes à durcir inutilement leurs formulations, aboutissant à une polémique artificiellement grossie. La preuve en est que cette polémique est restée française et que la question du consentement n'est pas vraiment centrale pour les historiens anglo-saxons. Il y a, en effet, de la contrainte dans le consentement, et inversement. Une forme de consentement est indéniable, mais ce consentement connaît des limites et des moments d'affaïssement, ce qui empêche de le disjoindre de certains phénomènes de refus.

Pour Antoine Prost, il s'agit de faire la part entre une thèse simpliste et une thèse qui reste à nuancer. Il estime que « l'école de la contrainte » développe une thèse simpliste et insoutenable : il y a bien eu consentement. Mais il conteste pour sa part la brutalisation de la société française. Dans sa thèse sur les Anciens Combattants français²⁸, il constate que la représentation de l'adversaire s'est humanisée. La guerre devient une catastrophe meurtrière et la volonté d'en préserver les hommes conduit vers le pacifisme. Le passage de la guerre à la violence politique, qui caractérise la brutalisation de la société dans l'œuvre de George Mosse, lui semble surtout valable en Allemagne. Le phénomène serait à mettre en relation avec la culture politique de ce pays. Mais ce phénomène ne s'observe ni en France ni en Grande-Bretagne. En France notamment, l'armée est composée de soldats-citoyens. Leonard Smith analyse la gestion des mutineries de 1917 comme celle d'une grève²⁹ : les mutins demandent un changement de stratégie et attendent que leurs revendications soient transmises au ministre. Il s'agit bien d'un geste politique de la part de soldats qui savent mesurer l'écart entre l'effort demandé et le résultat obtenu. En France, si les soldats consentent librement à la guerre, ce consentement est conditionnel.

La question centrale est donc bien celle du consentement, mais le débat s'est noué autour de la culture de guerre et de ses limites. Pour Antoine Prost, cette notion ne permet pas forcément d'éclairer la nature de ce consentement et elle doit être nuancée. L'existence d'une culture de guerre est évidente, mais cette culture est insuffisante pour rendre compte de la façon dont différents groupes sociaux résistent aux pres-

28. *Les Anciens Combattants et la société française*, Presse de la FNSP, 1977, 3 volumes.

29. *Between Mutiny and Obedience. The Case of the French Fifth Infantry Division during World War I*, Princeton University Press, 1994.

sions de la guerre et ont une aussi bonne compréhension de la nature du conflit et de la contribution qu'ils lui apportent. Dans le même ordre d'idées, Jay Winter insiste pour que l'usage de la notion de « culture de guerre » au singulier soit abandonné au profit de celle de « cultures de guerre » au pluriel. Il serait ainsi possible d'effectuer des distinctions selon les régions, les classes, les sexes.

L'idée sous-jacente est que la « culture de guerre » n'est pas une culture totale. Il s'agit surtout d'une culture de l'arrière qu'il serait problématique d'étendre au front sans réserves. Au front, s'il règne une culture de guerre, il s'agit largement d'une culture « professionnelle » qui relève peu d'une ferveur de croisade.

Malgré l'absence actuelle de réponses explicites à ces critiques par Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, il semble possible de formuler quelques observations. Une approche des sociétés en guerre permet de conclure sur le consentement des populations européennes à l'effort de guerre, quand une approche plus catégorielle conduit à nuancer ce consentement. Les appréciations différentes de la thèse du consentement tiennent peut-être au jeu contradictoire des échelles d'observation. Faire varier les échelles serait alors un moyen de valoriser la diversité des interprétations et la pluralité des sens conférés à la guerre par ses contemporains.

La notion de « culture de guerre » constitue, quoi qu'il en soit, un apport majeur de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker à l'historiographie de la guerre de 1914, qu'elle a renouvelée³⁰. Elle permet de subsumer sous une expression unique un ensemble de faits relevant de domaines divers dont elle révèle la cohérence. La polémique actuelle atteste son succès, puisque c'est autour d'elle que tourne le débat.

La question du témoignage

Ce débat de fond en implique d'autres, épistémologiques. Ainsi la question du degré d'acceptation des cultures de guerre débouche-t-elle sur celle du rapport des historiens au témoignage. Placé au cœur de la pratique historique, le témoin est l'un des principaux auxiliaires du

30. Voir *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, d'Antoine Prost et Jay Winter, Seuil, 2004, p. 217-223. Il est par ailleurs intéressant de suivre, au cours de ces quelques pages, les fluctuations des deux auteurs entre un usage au singulier, au pluriel, entre guillemets ou non, de la notion de culture de guerre. Ces hésitations sont sans doute révélatrices de ce que celle-ci demeure en débat.

chercheur, mais il n'est pas sans provoquer des interrogations méthodologiques. Faut-il lui accorder la plus entière confiance ? faut-il examiner avec précaution ses conceptions et son souci de représentation ? ou bien est-il justifié de l'écarter au profit de sources d'archives ?

Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker rappellent que dans les conditions d'écriture de la guerre, puis dans le cadre d'une remémoration pacifiste de celle-ci, « le témoignage a été tout à la fois une source d'informations irremplaçables et d'inhibitions majeures³¹ ». Les historiens doivent se garder d'être trop confiants envers ces témoignages qui sont aussi des reconstructions, des réaménagements d'une réalité vécue, qui ne veulent et ne peuvent tout dire.

Dans un ouvrage récent qui porte sur cette question³², Frédéric Rousseau dénonce le fait que, depuis une quinzaine d'années, « une certaine école historique » se soit insurgée contre la « dictature du témoignage », en venant presque à souhaiter la disparition des derniers survivants de 14-18 pour pouvoir – enfin – entamer de véritables recherches sur la Grande Guerre, devenue « objet froid ». Il conteste fermement les conclusions de cette école. « Comment écrire l'histoire tragique du XX^e siècle ? Est-ce en soupçonnant le témoignage ou en se mettant à son écoute ? Quelle vérité l'historien détient-il par rapport au témoin ? » Ailleurs, l'accusation est différente : Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker s'appuieraient sur le témoignage des élites et prèteraient « généreusement, mais trop hâtivement, les élucubrations de quelques intellectuels à l'ensemble du monde combattant³³ ».

Le débat porte bien en tout cas sur l'utilisation du témoignage en histoire. Il s'était animé, il y a une dizaine d'années, à l'occasion de la

31. Dans *14-18, retrouver la guerre*, *op. cit.*, p. 52.

32. *Le Procès des témoins de la Grande Guerre. L'affaire Norton Cru*, Seuil, 2003. Voir notamment pour ce qui suit la troisième et dernière partie : « L'histoire au risque du témoignage, 1993-20... ».

33. Rémy Cazals et Frédéric Rousseau, *op. cit.*, p. 148. À cette page succède un curieux passage qui s'élève contre le « parti pris d'ostracisme à l'encontre de certains témoins » et « le mépris condescendant dont ils [ces témoins] souffrent de la part de certains ». Personne n'est nommément mis en cause. Les reproches formulés peuvent difficilement l'être à l'encontre de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, qui s'appuient sur un certain nombre d'écrits des témoins cités. Il n'en reste pas moins que ce passage (« Politiquement correct et auteurs maudits ») est inséré entre deux séries d'attaques en règle contre les deux historiens précités (« Une culture de haine exagérée, une culture de paix occultée » et « Une dictature du témoignage ? »). Ce procédé peut paraître extrêmement contestable. Voir par ailleurs sur le rôle des intellectuels dans la guerre : Christophe Prochasson, Anne Rasmussen, *Au nom de la patrie. Les intellectuels et la Première Guerre mondiale, 1910-1919*, Paris, 1996.

réédition de *Témoins* de Jean Norton Cru³⁴. Cet ancien combattant français, universitaire aux États-Unis, entend dévoiler le vrai visage de la guerre. Pour cela, il passe au crible du doute méthodique des centaines de témoignages de poilus dans une anthologie où il les classe selon leurs qualités pour servir à l'établissement de la vérité. Il refuse notamment la mise en scène fictionnelle de la guerre, qui éloignerait le lecteur de cette vérité. Par son classement, il s'attire l'hostilité de beaucoup d'auteurs mal « notés », tels Henri Barbusse ou Roland Dorgelès. Malgré sa revendication d'impartialité scientifique et ses efforts pour ne pas tomber dans le dogmatisme, Jean Norton Cru n'échappe pourtant pas au subjectivisme. Surtout, si ses questions sont légitimes (l'auteur n'invente-t-il pas ?), elles ne sont pas toujours pertinentes : la mise en forme littéraire permet aussi d'atteindre une certaine vérité. Certains, comme Rémy Cazals, ont célébré cette réputation comme fondamentale ; d'autres, comme Jean-Jacques Becker, ont déploré qu'elle ne soit pas accompagnée d'un avertissement.

La mise en garde de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker est forte : les témoignages peuvent être infidèles et l'historien doit retrouver la guerre par delà « une certaine forme de dictature du témoignage³⁵ ». Néanmoins, on voit mal sur quelles traces du passé s'appuyer pour discréditer le témoignage³⁶. Comme personne par ailleurs ne souhaite rompre avec la richesse documentaire que représentent ces sources, il faut donc s'interroger sur elles. Il est en effet impossible d'accorder aux témoignages une valeur démonstrative sans examiner leurs conditions d'élaboration et le sens qu'ont pu leur conférer leurs auteurs. L'histoire culturelle, surtout lorsqu'elle se veut une histoire de l'intime, ne peut faire l'économie d'une réflexion sur la construction même des sources sur lesquelles elle repose largement. Ainsi, elle échappera à l'accusation de leur faire dire ce qu'elle veut entendre. En outre, les témoignages sont loin d'exprimer tous la même chose. Et si la guerre a marqué tous ceux qui l'ont vécue, au front ou à l'arrière, elle ne l'a probablement pas fait de façon uniforme. Il est donc nécessaire de rechercher parmi ces traces du passé les points communs, mais

34. *Les Étincelles*, 1929, réédition Presses universitaires de Nancy, 1993.

35. Dans *14-18, retrouver la guerre*, *op. cit.*, p. 52.

36. C'est Antoine Prost qui le fait remarquer, *art. cit.*, p. 96.

L'historiographie française de la Première Guerre mondiale

dangereux de ne pas prendre en compte les diversités politiques, sociales, culturelles, individuelles, de ceux qui nous les ont léguées.

L'approche en termes de culture de guerre est celle qui domine actuellement l'historiographie culturelle de la Première Guerre mondiale. La réussite de cette approche de la Grande Guerre est symbolisée par le fait qu'elle inspire aujourd'hui davantage les programmes de l'enseignement³⁷. Cependant, la thèse qui sous-tend la notion de culture de guerre continue de susciter le débat : c'est le mérite des thèses importantes. La recherche, en histoire comme en d'autres domaines, y trouve un aiguillon. Il est seulement regrettable que des pratiques d'ostacisme, de part et d'autre d'une ligne de front scientifique, donnent une image peu flatteuse du débat historique français.

Si les propos sont aussi violents, c'est sans doute qu'ils rencontrent des enjeux dans l'actualité mémorielle de la Première Guerre mondiale. Beaucoup voient dans cette guerre un événement matriciel : elle accouche d'un siècle qui se referme avec l'effondrement du système soviétique entre 1989 et 1991. Ils y décèlent des signes avant-coureurs de ce qu'a été la suite du *xx^e* siècle : développement de camps, perpétration de génocides, mise en place d'organisations humanitaires, sort réservé aux populations civiles, nationalisation des masses... Dans ce mouvement, l'histoire du premier conflit mondial emprunte souvent à l'historiographie du second. À titre d'exemple, la notion d'un passé qui ne passe pas expliquerait à la fois le caractère énigmatique de ce que fut la Première Guerre mondiale et le succès grandissant de cette guerre dans les domaines de l'édition, du cinéma, de la muséographie. Le renouvellement de l'historiographie culturelle du premier conflit mondial est donc à relier à sa présence dans l'actualité, et le caractère matriciel du conflit peut aussi être l'expression de la demande sociale.

Surtout, le renouvellement historiographique de la Première Guerre mondiale doit composer dans l'espace public avec les prescriptions qu'impose la mémoire du conflit. Cette mémoire se fait jour dans la publication des carnets de poilus ou à travers l'écho du souvenir des « fusillés pour l'exemple » remis au premier plan de l'actualité politique

37. Les programmes des classes de troisième, et surtout de terminale depuis la rentrée 2003, font une place plus grande au traitement de la Première Guerre mondiale, dans une optique moins militaire et stratégique et plus culturelle. La question d'histoire contemporaine au programme de l'agrégation d'histoire pour les sessions 2004 et 2005 s'intitule « Les sociétés, la guerre et la paix, de 1911 à 1946 ».

par Lionel Jospin le 5 novembre 1998. Dans son allocution pour l'inauguration du monument aux fusillés du Chemin des Dames, il plaide pour la réintégration de ces fusillés dans la mémoire collective de la guerre³⁸. L'intervention historienne a parfois joué de cette actualité mémorielle sans toujours prendre en compte le fait que la mémoire de la Première Guerre mondiale ait pu reposer en partie sur l'oubli de la réalité de celle-ci. Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker ouvrent ainsi leur ouvrage *14-18, retrouver la guerre*, sur le constat d'un retour spectaculaire de la Grande Guerre dans la conscience collective au nom du «devoir de mémoire», mais dans un oubli fréquent du devoir d'histoire³⁹. Le travail de mémoire à l'œuvre dans la redécouverte du conflit, en portant sur le devant de la scène les fraternités, les désertions et les exécutions, s'accompagnerait d'un processus de victimisation des soldats, et déboucherait sur une confusion intellectuelle procédant de la déshistoricisation de l'histoire⁴⁰. Le débat ouvert par ces deux chercheurs sur la thèse du consentement entend donc répondre à une intervention historienne jugée parfois intempes- tive dans le domaine de la Première Guerre mondiale. Leur analyse reste critiquable. Leur démarche ne s'émancipe pas non plus du contexte social dans lequel elle se développe. Elle a néanmoins le grand mérite de rappeler que l'histoire n'a pas vocation à la compassion : elle est un effort intellectuel fondé d'abord sur la volonté de comprendre le passé.

38. Nicolas Offenstadt, *Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective (1914-1999)*, Odile Jacob, 1999.

39. Cette volonté d'histoire plus que de mémoire a été à l'origine du néologisme «Historial» qui a servi à baptiser l'ensemble qui regroupe le Centre de recherche et le musée de la Grande Guerre installés à Péronne.

40. Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18, retrouver la guerre*, *op. cit.*, p. 7-8.